



GRUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : [@grip_org](https://twitter.com/grip_org)
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

ÉCLAIRAGE – 23 août 2017

LUNTUMBUE Michel, *L'Angola entre continuité et incertitudes : les rêves suspendus d'une jeunesse en rupture*.
Éclairage du GRIP, 23 août 2017.

<http://www.grip.org/fr/node/2397>



L'Angola entre continuité et incertitudes : les rêves suspendus d'une jeunesse en rupture

Par Michel Luntumbue

23 août 2017

Cette dernière décennie, l'Angola s'est affirmée comme une puissance montante d'Afrique australe¹, affichant des taux de croissance économique parmi les plus élevés du monde. Cette montée en puissance, favorisée notamment par la fin d'une guerre civile longue de 27 années² et par la demande exponentielle en ressources minières et pétrolières, s'accompagne cependant d'un contexte socio-économique fragile³. La persistance des inégalités sociales, de pratiques autoritaires dans l'exercice du pouvoir, la concentration des richesses entre les mains de 5 % de la population, ainsi que les entraves à la liberté d'expression, sont à l'origine d'une contestation sociale balbutiante, portée depuis 2011 par une frange de la jeunesse urbaine en cours de mobilisation. Aussi, les élections générales angolaises du 23 août 2017, représentent à plus d'un titre un tournant historique, depuis les premières élections multipartites⁴ tenues en 1992. C'est le premier scrutin sans le président sortant, José Eduardo dos Santos, au pouvoir depuis 1979. Il donnera la mesure des rapports des forces entre le MPLA – le parti présidentiel – et son opposition, mais aussi, une indication sur la portée des mutations sociales en cours, notamment depuis l'irruption d'une jeunesse dissidente sur la scène politique angolaise.

Crise de l'hégémonie et profil d'une jeunesse en rupture

Au printemps 2011, l'Angola a connu dans la discrétion, les prémices d'une remise en cause du pouvoir en place par une frange de la jeunesse urbaine, inspirée par les événements qui se déroulaient alors dans le nord du continent. Face à une opposition politique interne affaiblie depuis la mort de Jonas Savimbi en 2002, et l'hégémonie du parti présidentiel sur le Parlement⁵, les premières formes de dissidence politique organisée, au cours de la décennie 2000, ont été surtout le fait de mouvements de jeunes plus ou moins structurés ou en construction. Cette dissidence s'exprime notamment à travers Internet et les réseaux sociaux ou encore, les courants musicaux urbains, tels que le rap et le « Kuduro⁶ », devenus les vecteurs d'une « affirmation identitaire jeune » et des instruments de la critique sociale⁷.

À cet égard, cette frange de la jeunesse citadine angolaise s’aligne sur les codes et modes d’expression de mouvements similaires sur le continent, qui dénoncent d’une manière généralement pacifique, l’exercice autoritaire et patrimonial du pouvoir, la longévité des mandats de certains chefs d’État⁸, la répartition inégale des ressources et la marginalisation socioéconomique des jeunes⁹. Comme le soulignent les chercheurs Chloé Buire et Arnaud Simetière, cette « affirmation identitaire » de la jeunesse angolaise, est toutefois une posture relativement récente : « *Jusqu’à la fin des années 1990, un adolescent vivait dans la crainte d’un enrôlement forcé dans les milices des partis en guerre. Classiquement, grandir en tant que garçon, c’était la vie de soldat ou l’exil. Grandir en tant que fille représentait le repli familial. Dans tous les cas, être jeune signifiait ne pas avoir le choix. Au cours des années 1990, l’économie s’est ouverte au marché mondial. Depuis 2002, la paix commence à exister. Ceux qui ont moins de vingt ans aujourd’hui sont les premiers à vivre une adolescence offrant quelques loisirs*¹⁰ ».

L’essor économique ainsi que la mémoire de la guerre civile entretenue par le discours officiel ont servi un certain temps d’inhibiteurs à toute velléité de contestation. Luanda, la capitale angolaise, qui représente à elle seule un condensé de tous les défis et paradoxes de la croissance angolaise (elle figure parmi les villes les plus chères du monde pour les expatriés, alors que près de 70 % de la population vit avec moins de deux dollars par jour) a cependant servi de catalyseur à cette conscience critique naissante au sein d’une partie de la jeunesse. Le tournant, en février 2011, est incarné par l’appel à manifester contre la longévité au pouvoir du président José Eduardo dos Santos, lancé via les réseaux sociaux et signé par un personnage énigmatique répondant au pseudonyme d’Agostinho Jonas Roberto dos Santos (AJRS)¹¹. Son mot d’ordre invite les Angolais à provoquer la chute du président, sur le mode des changements survenus en Tunisie et en Égypte. Le 7 mars 2011 à minuit, 17 jeunes réunis sur la place de l’Indépendance pour répondre à l’appel d’AJRS seront interpellés par la police et sommairement emprisonnés, leurs téléphones portables confisqués, de même que les appareils photos des deux journalistes présents sur les lieux.

Bien que cette manifestation du 7 mars avait peu de chances de réussite en termes de mobilisation¹² populaire, deux facteurs contribueront à amplifier son impact symbolique : les réponses répressives des autorités, et le soutien apporté par l’activiste Luaty Beirão, qui est aussi l’une des figures du rap angolais, sous les noms de scène d’Ikonoklasta ou Brigadeiro Mata Frakuzx. Lors d’un concert en février 2011, l’artiste défie ouvertement les autorités et appelle le public à le rejoindre sur la place de l’Indépendance le 7 mars, pour le rassemblement destiné à obtenir le départ du président dos Santos. Brièvement incarcéré avec la poignée des participants à ce rassemblement, il deviendra rapidement une figure emblématique d’une nouvelle dynamique qui organise une quinzaine de manifestations entre 2011 et 2012. En juin 2015, Luaty Beirão est arrêté avec seize autres activistes, alors que le groupe organisait une session de lecture du livre du politologue américain Gene Sharp¹³ « de la dictature à la démocratie » ; ils sont condamnés à des peines allant de deux à huit ans de prison pour actes préparatoires à une rébellion et association de malfaiteurs¹⁴. Après une année de détention et deux grèves de la faim pour contester le bien-fondé de leur interpellation, l’activiste et ses compagnons de lutte sont libérés et bénéficient d’une amnistie présidentielle, qu’ils contestent également.

Rupture ou transition ?

À l’approche des échéances électorales d’août 2017, la fièvre protestataire semblait retombée, en partie par la crainte justifiée d’une réponse répressive des autorités, mais aussi en raison d’une certaine lassitude des Angolais à l’égard de toutes formes de violence, après des décennies de guerre civile. Toutefois, la percée des nouveaux mouvements civiques, incarnés par une partie de

la jeunesse urbaine, bien qu'en partie contenue par la réponse sécuritaire des autorités (arrestations préventives et intimidations) témoigne de mutations durables en cours dans la société angolaise. Ces transformations n'épargnent pas le parti au pouvoir.

Tout d'abord, une partie des activistes des nouveaux mouvements citoyens sont des « enfants du système angolais », à l'instar de Luty Beirão, dont le père, cadre du MPLA a dirigé la Fondation José Eduardo dos Santos jusqu'à son décès en 2006 : « *faisant partie d'un milieu privilégié, venant d'une famille qui appartient au parti et qui a toujours bénéficié positivement de ce déséquilibre social, j'ai un peu "une responsabilité". Si je me taisais, je serais complice de cette injustice. La seule chose que je savais faire, c'était écrire et chanter, et c'est par là que j'ai commencé. Et puis en 2011 il y a eu les Printemps arabes, et nous aussi on a eu l'espoir que cela pourrait arriver aussi en Angola*¹⁵. »

Par ailleurs, la médiatisation des initiatives des jeunes activistes angolais par les organisations de défense des droits humains – et les réseaux sociaux – a donné une visibilité internationale à la percée de leurs mouvements et contribué progressivement à réduire leur isolement, alimentant des débats jusqu'au sein même du MPLA. Le nouvel activisme témoigne plus fondamentalement d'un recul de la culture de la peur au sein d'une partie de la jeunesse urbaine : « *Ma conviction c'est qu'on doit montrer l'exemple en nous mettant en danger nous-mêmes, en acceptant d'être jetés en prison – les gens peuvent voir après le résultat et les conséquences de ces actions répressives –, et cela joue en notre faveur, contre le régime. Je pense que c'est ça qui peut faire bouger les lignes. Quand on voit que des gens sont sortis dans la rue et qu'ils ne sont pas morts, on démontre que la manifestation n'est pas synonyme d'être assassiné immédiatement. Alors les gens se disent "moi aussi je peux le faire"*¹⁶. » Enfin, l'essor des réseaux sociaux contribue également à l'élargissement de l'opinion à une diaspora angolaise expatriée, de plus en plus présente dans le débat national via ces mêmes réseaux sociaux¹⁷.

C'est donc une société angolaise en pleine mutation et un parti au pouvoir en plein questionnement qui vont aux élections générales de cette année. Bien que les sondages¹⁸, ainsi que le choix du général à la retraite João Lourenço pour succéder¹⁹ à José Eduardo dos Santos à la tête de l'Angola, semblent accrédiiter un scénario de continuité, l'enjeu de cette élection est inédit : il porte sur le bilan de 42 ans d'exercice exclusif du pouvoir par le MPLA. Nombre d'électeurs appartiennent à la génération qui n'a pas vécu sous le spectre de la guerre civile ou l'emprise du récit officiel incriminant l'UNITA de la responsabilité dans la poursuite de la guerre civile²⁰. La mise en cause de la gestion patrimoniale de l'État par l'entourage du président sortant n'est plus l'apanage des seuls activistes de mouvements civiques, comme en témoignent les prises de position des « frondeurs » au sein du MPLA, parmi lesquels la députée Irene Neto, fille d'Agostinho Neto, le père de l'indépendance angolaise²¹. Quelle que soit la marge de progression des formations de l'opposition à ce scrutin²², l'Angola et le MPLA doivent résoudre au moins quatre défis pour asseoir une stabilité durable à terme : l'abandon d'un mode de gestion économique prédateur au profit d'une minorité, la réduction des inégalités sociales dans le cadre de politiques publiques prenant en compte les intérêts du plus grand nombre, la construction d'une participation politique effective dans le cadre d'un État plus protecteur des droits des citoyens, enfin l'investissement des politiques de formation en faveur de la jeunesse dans un pays où les moins de quinze ans représentent plus de 40 % des 26 millions d'Angolais...

L'auteur

Michel Luntumbue est chargé de recherche au GRIP dans le secteur « *Conflits, sécurité et gouvernance en Afrique* ». Licencié en Sciences politiques et relations internationales, ses travaux portent sur l'amélioration de la sécurité humaine, la prévention des conflits et le renforcement de l'état de droit dans les pays d'Afrique centrale et occidentale.

-
1. Michel Luntumbue et Jean-Jacques Wondo Omanyundu, [La posture régionale de l'Angola : entre politique d'influence et affirmation de puissance](#), Note de l'[Observatoire pluriannuel des enjeux sociopolitiques et sécuritaires en Afrique Équatoriale et dans les îles du golfe de Guinée](#), avril 2015.
 2. Le conflit pour l'accession à l'indépendance, obtenue du Portugal en novembre 1975, se mue en conflit civil opposant les trois mouvements indépendantistes : le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola, d'obédience marxiste-léniniste), soutenu par Cuba et l'Union soviétique, l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) et le FNLA (Front national de libération de l'Angola) tous deux soutenus par le bloc de l'Ouest, dans le contexte de la Guerre froide. Le MPLA sortira vainqueur de ce conflit après sa victoire militaire sur l'UNITA et la mort de Jonas Savimbi en février 2002.
 3. [African Economic Outlook](#), fiche pays Angola.
 4. Organisées dans le cadre d'Accords visant à mettre fin au conflit angolais, ces élections marquent la fin régime monopartite, instauré jusque-là par le MPLA qui contrôlait la partie « utile » du territoire national ; la contestation de la victoire du MPLA à la présidentielle par l'UNITA relancera la guerre civile jusqu'en février 2002.
 5. Le MPLA a remporté 81,76 % des voix aux législatives de 2008, l'UNITA venait en seconde position avec 10,36 % de voix. Aux législatives de 2012, le MPLA a remporté 71,84 % des voix, contre 18,66% pour l'UNITA.
 6. Fatou Ndella Ndiaye, « [Le Kuduro, nouvel hymne de l'Angola](#) », *Radio Londres*, 29 septembre 2015.
 7. Juliana Lima, « Des "Printemps arabes" à la "nouvelle révolution" en Angola. Mobilisation et contestation dans l'après-guerre », *Afrique contemporaine* 2013/1 (n° 245), p. 23-36.
 8. Le président angolais José Eduardo dos Santos, à son poste depuis le 10 septembre 1979, est actuellement le deuxième chef d'État du continent en termes de longévité au pouvoir. Il n'est devancé que de quelques semaines par son homologue Teodoro Obiang Nguema, président de la Guinée-équatoriale depuis le coup d'État du 3 août 1979. « [La longévité politique des chefs d'État africains](#) », *Voice of Africa*, 21 août 2017.
 9. [Une jeunesse africaine et quête de changement](#), Ouvrage collectif du GRIP, 2016.
 10. Chloé Buire et Arnaud Simeitière, « [Les "désirs d'être" du hip hop à Luanda](#) », *Géographie et cultures*, 2010.
 11. Prénoms des trois leaders indépendantistes, Agostinho Neto fondateur du MPLA et premier président de l'Angola, Jonas Savimbi, fondateur de l'UNITA, Roberto Holden, fondateur du FNLA, et enfin le nom du président sortant.
 12. Les appels à l'organisation de manifestations sur le modèle des « Printemps arabes » ont trouvé peu d'écho dans la société angolaise de manière générale, en raison de la crainte de nouvelles flambées de violence, alors que les autorités promettaient des représailles sévères contre les manifestants.
 13. Connu pour ses nombreux écrits sur la lutte non violente et la résistance civile.
 14. « [Angola : Tribunal de Luanda retoma julgamento dos "revus"](#) », *Agencia Angola Press*, 11 janvier 2016.
 15. *Idem*.
 16. Luaty Bérão, Propos recueillis par Michel Luntumbue, mars 2017.
 17. Le site [Central 7311](#) dont l'appellation fait référence au rassemblement du 7 mars 2011, créé par les protagonistes de cette manifestation se veut « un espace de convergence, d'échange d'idées et de la communication de cette jeunesse, cette minorité (?) malheureuse, fatiguée et dégoûtée de la situation sociale et politique en Angola ».
 18. « [Luaty Beirão:eleições em Angola so servem para legitimar ou continuar a finger que estamos numa democracia](#) », *Expresso*, 27 janvier 2017.
 19. Depuis la réforme constitutionnelle de 2010, le président n'est plus élu au suffrage universel direct, mais issu du parti qui remporte les élections législatives.
 20. Nuno Álvaro Dala, « [O Pensamento Político dos Jovens Revús](#) », *Club-K*, 5 septembre 2014.
 21. Christophe Boisbouvier, « [Angola : l'après-dos Santos divise](#) », *Jeune Afrique*, 24 juillet 2017.
 22. Principalement l'UNITA, Casa-Ce (Coalition électorale de convergence ample du salut d'Angola) fondé par Abel Chivukuvuku, ancien cadre de l'UNITA, mais dont l'ancrage dans la société civile représente un gage de mobilisation d'une part significative d'électeurs. Casa-Ce a le soutien d'une part des activistes des nouveaux mouvements, bien que nombre d'entre eux ont choisi de s'abstenir de voter.